

LES DÉFIS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA DÉMOCRATIE NAISSANTE EN TUNISIE ET LE RÔLE DE L'UNION EUROPÉENNE : PLAIDOYER POUR UNE INITIATIVE PACDET

L'initiative proposée ici (PACDET – *Partner countries in democratic transition* ou PPTD – Pays partenaires en transition démocratique) consiste à recycler la dette publique européenne bilatérale et multilatérale en financement des projets de développement favorisant la construction démocratique et s'inscrivant dans les objectifs des révolutions démocratiques des pays partenaires du sud et de l'est de la Méditerranée.

© Olivier Hostlet/AP/SIPA

Quatre mois après la fuite de l'ancien président, les indicateurs socioéconomiques sont alarmants : ralentissement de l'appareil productif, perte d'emplois, aggravation du chômage, désistement des investisseurs et des touristes, appauvrissement des plus vulnérables, amenuisement des recettes fiscales et des réserves en devises, creusement du déficit public et des opérations courantes. Les difficultés économiques et sociales inhérentes aux retombées directes de la révolution ont été aggravées par la crise libyenne, qui a eu un impact négatif sur l'économie tunisienne. Celle-ci était et restera fortement intégrée à l'Europe, qui fournit 72% de ses importations, vers laquelle s'acheminent les trois quarts de ses exportations, et d'où viennent environ 90% des revenus du travail, 83% des recettes touristiques et 85% des IDE. L'économie tunisienne est ainsi très sensible à la crise européenne

Les conséquences sociales de la récession seront considérables. Au terme de l'année 2011, les chômeurs seront plus de 700 000, ce qui correspond à un taux de chômage de l'ordre de 20% (contre 13% en 2010), taux jamais atteint en Tunisie depuis son indépendance. Dans cette perspective, les tensions sociales ne manqueront pas de s'intensifier et d'obérer le



Tunisian Foreign Minister Ahmed Ounis, right, speaks with European Foreign Policy Chief Catherine Ashton during a meeting at EU headquarters in Brussels, 2 February 2011

processus démocratique. Les besoins de financement additionnels sont estimés par le gouvernement provisoire à 4 milliards TND, soit 21% du budget initial de 2011. Quant aux besoins à moyen et à long termes, ils sont gigantesques compte tenu des ambitions de la révolution et de la nouvelle Tunisie en construction : une enveloppe annuelle estimée à 5 milliards d'euros sur une dizaine d'années. Des mesures urgentes et à effet immédiat peuvent et doivent être proposées et mises en place rapidement.

Les pays et organismes de l'Union européenne détiennent 40% de la dette publique tunisienne pour un montant de 15,5 milliards TND engagé à la fin de

* Hafedh Zaafrane est un économiste tunisien
(hafedh@zaafrane.com)

2009, pouvant correspondre à l'enveloppe PACDET de la Tunisie si l'ensemble des pays de l'UE et de la BEI acceptent cette initiative. Si la Banque mondiale et la BAD y adhèrent, l'enveloppe PACDET de la Tunisie pourrait flirter avec les 24 milliards TND. En Tunisie, les projets de réforme institutionnelle, d'amélioration de la gouvernance, d'amélioration de l'efficacité interne et externe des systèmes d'enseignement et de formation, de développement régional et rural, et tout projet favorisant la création d'emplois et l'innovation pourraient s'inscrire dans les priorités financées dans le cadre de cette initiative.

L'initiative proposée s'inspire de l'initiative PPTTE (pays pauvres très endettés – HIPC [*Heavily Indebted Poor Countries*]) mise en place pendant la seconde moitié des années 1990 par la Banque mondiale et le FMI, et renforcée par l'initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM) lancée dans le cadre du G8 en 2005. Ce programme vise à aider les pays pauvres en préconisant un renoncement au remboursement des dettes, recyclé au profit des secteurs sociaux et de la réduction de la pauvreté. Cela a permis en outre à ces organismes d'assurer un « recouvrement » honorable de dettes qui étaient menacées de non-remboursement en raison de l'insolvabilité de ces pays pauvres très endettés.

L'impact politique de l'initiative PACDET de part et d'autre de la Méditerranée sera évident. Plusieurs avantages potentiels plaident en faveur de cette initiative :

Efficacité immédiate : l'initiative PACDET traduira un élan de solidarité manifeste et un soutien clair et immédiat au processus de construction démocratique engagé au sud de la Méditerranée.

Réponse appropriée au contexte : l'initiative PACDET est compatible avec l'impératif du temps court, qui traduit la soif de changements à opérer dans les pays en transition démocratique. Cette initiative peut se décider rapidement de se mettre en place immédiatement.

Visibilité remarquable : vis-à-vis des peuples ayant engagé leur transition démocratique, PACDET est dotée

d'une visibilité manifeste et constitue un noble soutien à la démocratie compréhensible et intelligible, dimensions qui sont absentes dans les instruments actuels.

Compatibilité avec la disponibilité des ressources : PACDET ne nécessite pas de ressources européennes additionnelles (bilatérales ou multilatérales), lesquelles sont difficiles à identifier et à mobiliser dans l'immédiat.

Compatibilité avec la notion de temps long. PACDET permet de définir immédiatement les termes d'un appui à moyen terme correspondant à l'horizon de remboursement de la dette en question.

Impact politique mondial : PACDET offre à l'Union européenne l'opportunité de jouer à l'échelle mondiale le rôle de chef de file et de précurseur en matière de soutien aux mouvements démocratiques en mobilisant l'adhésion à cette initiative des organisations financières internationales et régionales comme la Banque mondiale, le FMI ou la BAD ainsi que d'autres pays hors Union européenne et des pays non européens.

Innovations dans la gouvernance : PACDET permet d'introduire des innovations dans la gouvernance des instruments de coopération entre les deux rives de la Méditerranée, lesquelles sont appropriées au contexte nouveau, ce qui permet d'éviter les contraintes et les insuffisances des procédures et cadres classiques des instruments en vigueur. La gouvernance de cette initiative devrait ainsi être à la hauteur des défis qu'elle incarne et devrait aboutir à un rapprochement entre les institutions européennes et celles des pays méditerranéens en transition démocratique, d'une part, et les sociétés civiles des deux rives, d'autre part.

Avantages de PPTTE sans ses inconvénients : PACDET permet de tirer profit de l'expérience de l'initiative PPTTE sans en avoir l'inconvénient supposé de récompenser les « mauvais élèves » en favorisant les plus endettés et les moins rigoureux dans la gestion de leur dette. D'une part, les candidats à PACDET n'ont pas été concernés par PPTTE et, d'autre part, le motif de leur adhésion n'est pas l'endettement excessif, mais un engagement sans faille vers une réelle transition démocratique.